

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Points saillants

Déficit budgétaire de 128 millions de dollars en juillet 2002

Le mois de juillet 2002 s'est soldé par un déficit budgétaire de 128 millions de dollars, comparativement à un excédent de 1,5 milliard en juillet 2001¹. Ce recul du solde budgétaire d'une année sur l'autre est surtout attribuable à l'augmentation des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés – conséquence différée du ralentissement économique survenu en 2001 –, ainsi qu'à la hausse des dépenses de programmes. Les recettes budgétaires ont baissé de 1,1 milliard tandis que les dépenses de programmes augmentaient de 0,8 milliard. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars.

Excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars d'avril à juillet 2002

L'excédent budgétaire estimatif pour la période allant d'avril à juillet 2002 est de 4,6 milliards de dollars, en baisse de 6,4 milliards par rapport à l'excédent de 11,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Cette baisse enregistrée d'une année sur l'autre est attribuable en grande partie à certains facteurs reliés aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéfices des sociétés pour l'année d'imposition 2001. Cette situation était prévue, étant donné, d'une part, les formidables gains en capital nets enregistrés en 2000, qui avaient donné lieu à des versements finals records au titre de l'impôt sur le revenu en avril et en mai 2001, et d'autre part, le fléchissement des marchés boursiers en 2001, ce qui a entraîné une hausse des remboursements et une baisse des paiements de règlement en avril et en mai 2002. De plus, les remboursements d'impôt sur les bénéfices des sociétés sont en nette hausse cette année, les sociétés reportant les pertes subies en 2001 en réduction de l'impôt sur les bénéfices des années antérieures.

Le recul de l'excédent au cours des quatre premiers mois de l'année est imputable à la baisse de 5,1 milliards de dollars des recettes budgétaires d'une année sur l'autre, et à l'augmentation de 2,6 milliards de dollars des dépenses de programmes, ce qui s'explique surtout par l'incidence des mesures budgétaires précédentes. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,3 milliard de dollars, étant donné la réduction du taux d'intérêt effectif moyen sur la dette portant intérêt.

¹ Certains problèmes touchant les systèmes au regard de l'impôt sur le revenu des particuliers et des remboursements de taxe sur les produits et services (TPS) ont eu une incidence sur les recettes budgétaires enregistrées en 2001-2002. Cela a donné lieu à une surestimation de l'excédent budgétaire d'avril 2001 et à une sous-estimation de ceux d'autres mois, sans toutefois que les résultats définitifs pour l'exercice s'en ressentent. Au départ, le montant estimatif de l'excédent de juillet 2001 était de 0,8 milliard de dollars.

Résultats budgétaires en juillet 2002

Les recettes budgétaires ont diminué de 1,1 milliard de dollars, ou 7,3 %, en juillet 2002 par rapport à l'année précédente.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 0,3 milliard de dollars (4,9 %), surtout en raison de remboursements d'impôt plus élevés pour l'année

d'imposition 2001. Cela a été contrebalancé en partie par des retenues plus élevées sur le revenu d'emploi, du fait d'une forte croissance de l'emploi depuis le début de l'année.

- Les recettes d'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 0,9 milliard (42,6 %), en raison d'une augmentation des remboursements au titre de l'impôt payé en trop lors d'années antérieures.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juillet		d'avril à juillet	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	14 568	13 509	61 841	56 743
Dépenses de programmes	-9 741	-10 549	-37 557	-40 148
Solde de fonctionnement	4 827	2 960	24 284	16 595
Frais de la dette publique	-3 345	-3 088	-13 250	-11 952
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 482	-128	11 034	4 643
Opérations non budgétaires	341	448	-10 009	-12 117
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 823	320	1 025	-7 474
Opérations de change	-443	1 364	-131	109
Solde financier net	1 380	1 684	894	-7 365
Variation nette des emprunts	-1 589	-3 709	-10 573	-1 629
Variation nette de l'encaisse	-209	-2 025	-9 679	-8 994
Encaisse à la fin de la période			3 499	2 955

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations mensuelles établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées à peu près inchangées, la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,25 \$ en 2001) étant contrebalancée par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations.
 - Les recettes associées aux taxes et droits d'accise ont progressé de 0,2 milliard de dollars, soit 5,1 %. Cette hausse tient pour l'essentiel à la forte augmentation des recettes de TPS, elle-même attribuable à une hausse des perceptions brutes et à une baisse des remboursements.
 - Les recettes non fiscales ont nettement régressé, ce qui tient surtout au moment où elles sont perçues. Elles avaient augmenté sensiblement en juin.
 - Les transferts aux particuliers ont progressé de 6,5 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,0 %. Cette hausse d'une année sur l'autre est moins élevée que ce que l'on prévoyait en raison du calendrier des paiements. L'augmentation de 15,7 % des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, entraînée par l'augmentation du nombre de bénéficiaires, et aux améliorations apportées au programme.
 - Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont crû de 4,2 %, en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette hausse fait suite à l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 en vue de faire passer le financement de base de 17,3 milliards en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
 - Les dépenses de programmes directes, soit la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 11,8 % après avoir diminué de 4,9 % en juin. Les variations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des versements.
- D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 8,3 %, une hausse ayant été observée dans chacune des principales composantes.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juillet		variation	d'avril à juillet		
	2001	2002		2001-2002	2002-2003	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 358	6 048	-4,9	29 917	26 110	-12,7
Impôt sur le revenu des sociétés	2 028	1 164	-42,6	8 859	6 504	-26,6
Autres	291	363	24,7	1 203	1 168	-2,9
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 677	7 575	-12,7	39 979	33 782	-15,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 654	1 647	-0,4	6 981	6 887	-1,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 364	2 525	6,8	8 111	9 035	11,4
Droits de douane à l'importation	250	230	-8,0	923	1 032	11,8
Taxes de vente et d'accise	784	781	-0,4	2 959	3 066	3,6
Air Travellers Security Charge		34			82	
Total des taxes et droits d'accise	3 398	3 570	5,1	11 993	13 215	10,2
Total des recettes fiscales	13 729	12 792	-6,8	58 953	53 885	-8,6
Recettes non fiscales	839	717	-14,5	2 888	2 859	-1,0
Total des recettes budgétaires	14 568	13 509	-7,3	61 841	56,743	-8,2

Les frais de la dette publique ont diminué de 7,4 % d'une année sur l'autre, et ce, en raison uniquement de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen, étant donné que l'encours de la dette portant intérêt a légèrement augmenté.

Résultats budgétaires d'avril à juillet 2002

L'excédent budgétaire estimatif pour les quatre premiers mois de 2002-2003 est de 4,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 11,0 milliards lors de la même période en 2001-2002. Cette baisse s'explique par la diminution des recettes budgétaires – en raison surtout de certains facteurs reliés à l'année d'imposition 2001 – ainsi que par une hausse des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont été moins élevés.

Au cours des quatre premiers mois de 2002-2003, les recettes budgétaires ont baissé de 5,1 milliards de dollars (8,2 %) d'une année sur l'autre.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 3,8 milliards, soit 12,7 %. La quasi-totalité de cette baisse est due à des versements finals plus bas et à des remboursements plus élevés relativement à

l'année d'imposition 2001, du fait de la faiblesse des marchés boursiers et, par le fait même, de la diminution des gains en capital nets. Il faut toutefois remarquer que les résultats enregistrés pour la même période en 2001 ont été la conséquence des remarquables gains enregistrés sur les marchés boursiers en 2000, qui ont donné lieu à des paiements de règlement d'impôt records en avril et en mai 2001. Les résultats obtenus jusqu'ici ont également comme explication l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. La hausse d'impôt découlant de l'augmentation du revenu d'emploi a contrebalancé en partie la baisse de ces recettes.

- Les recettes d'impôt sur les bénéfices des sociétés ont diminué de 2,4 milliards (26,6 %), surtout en raison des remboursements plus élevés rattachés à l'impôt versé lors d'années antérieures. De plus, les acomptes provisionnels versés chaque mois sont plus bas, car ils sont calculés d'après les obligations fiscales en 2001, année où les bénéfices des sociétés ont chuté.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juillet		variation	d'avril à juillet		variation
	2001	2002		2001-2002	2002-2003	
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 103	2 145	2,0	8 306	8 706	4,8
Prestations d'assurance-emploi	1 035	1 198	15,7	3 926	4 671	19,0
Total	3 138	3 343	6,5	12 232	13 377	9,4
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 442	1 550	7,5	5 767	6 200	7,5
Transferts fiscaux	1 045	1 042	-0,3	4 143	4 137	-0,1
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-200	-210	5,0	-800	-841	5,1
Total	2 287	2 382	4,2	9 110	9 496	4,2
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	41	44	7,3	422	107	-74,6
Affaires étrangères	177	208	17,5	503	421	-16,3
Santé	121	175	44,6	394	499	26,6
Développement des ressources humaines	123	96	-22,0	362	371	2,5
Affaires indiennes et du Nord	326	305	-6,4	1 496	1 468	-1,9
Industrie et développement régional	104	136	30,8	430	453	5,3
Anciens combattants	127	142	11,8	493	561	13,8
Autres	25	118	372,0	710	641	-9,7
Total	1 044	1 224	17,2	4 810	4 521	-6,0
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	80	75	-6,3	400	407	1,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	158	153	-3,2	632	642	1,6
Autres	136	194	42,6	574	670	16,7
Total	374	422	12,8	1 606	1 719	7,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	808	911	12,7	2 827	3 020	6,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 090	2 267	8,5	6 972	8 015	15,0
Total	2 898	3 178	9,7	9 799	11 035	12,6
Total des dépenses de programmes directes	4 316	4 824	11,8	16 215	17 275	6,5
Total des dépenses de programmes	9 741	10 549	8,3	37 557	40 148	6,9
Frais de la dette publique	3 345	3 096	-7,4	13 250	11 952	-9,8
Total des dépenses budgétaires	13 086	13 645	4,3	50 807	52 100	2,5
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 469	6 949	7,4	26 152	27 394	4,7

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont connu une baisse très légère, découlant essentiellement de la diminution des taux de cotisation en 2002.
- Les recettes associées aux taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,2 milliard (10,2 %), surtout en raison de la hausse des recettes provenant de la TPS, des droits de douane à l'importation et des taxes et droits d'accise sur le tabac, sans oublier l'instauration du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.
- Les recettes non fiscales ont baissé de 1,0 %.

Pendant les quatre premiers mois de l'année, les dépenses de programmes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (6,9 %) au cours de la période d'avril à juillet 2002 par rapport à la même période l'année précédente.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 9,4 %, cette hausse se rapportant à la fois aux prestations aux aînés et aux prestations d'assurance-emploi.
- Les transferts aux autres ordres de gouvernement ont augmenté de 4,2 % en raison de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS. Par contre, les droits dans le cadre des programmes de transferts fiscaux sont demeurés à peu près inchangés, ce qui tient surtout au calendrier des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 6,5 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante tient en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,3 milliard de dollars, soit 9,8 %, étant donné la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette.

Besoins financiers de 7,5 milliards de dollars (opérations de change exclues) pour la période d'avril à juillet 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont contractées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 12,1 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 10,0 milliards pour la même période en 2001-2002.

De ce fait, si l'on considère un excédent budgétaire de 4,6 milliards et des besoins nets de 12,1 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juillet 2002 s'est soldée par des besoins financiers (opérations de change exclues) de 7,5 milliards, comparativement à des ressources financières de 1,0 milliard pour la même période en 2001-2002.

Besoins financiers nets de 7,4 milliards de dollars pour la période d'avril à juillet 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale en devises pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, les quatre premiers mois de l'exercice 2002-2003 ont donné lieu à des ressources nettes de 0,1 milliard de dollars au titre des opérations de change, comparativement à des besoins nets de 0,1 milliard pour la même période en 2001-2002.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juillet		d'avril à juillet	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
	(M\$)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 482	-128	11 034	4 643
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-16	7	217	84
Autres	-26	-7	7	86
Total	-42	0	224	170
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-418	-759	-861	-603
Comptes de pension de retraite	50	79	-446	-516
Autres	77	25	53	-140
Total	-291	-655	-1 254	-1 259
Autres opérations	674	1 103	-8 979	-11 028
Total des opérations non budgétaires	341	448	-10 009	-12 117
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 823	320	1 025	-7 474
Opérations de change	-443	1 364	-131	109
Solde financier net	1 380	1 684	894	-7 365

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juillet		d'avril à juillet	
	2001	2002	2001-2002	2002-2003
	(M\$)			
Solde financier net	1 380	1 684	894	-7 365
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	400	-29	-1 641	-6 081
Obligations d'épargne du Canada	-70	-91	-236	-403
Bons du Trésor	-1 500	-1 850	-6 100	6 850
Autres	0	0	-4	-8
Total	-1 170	-1 970	-7 981	358
Payables en devises				
Obligations négociables	0	-1 594	-1 576	-1 594
Billets et prêts	0		-41	
Bons du Canada	-419	-144	-802	-393
Billets du Canada	0	0	-173	0
Total	-419	-1 738	-2 592	-1 987
Variation nette des emprunts	-1 589	-3 708	-10 573	-1 629
Variation de l'encaisse	-209	-2 024	-9 679	-8 994

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif¹

	31 mars 2002	31 juillet 2002	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	41 014	30 301	-10 713
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 209	126 693	-516
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 756	6 153	-603
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 454	7 314	-140
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 419	140 160	-1 259
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 865	287 763	-6 102
Bons du Trésor	94 200	100 890	6 690
Obligations d'épargne du Canada	23 759	23 563	-196
Autres	3 390	3 383	-7
Total partiel	415 214	415 599	385
Payable en devises	27 033	25 044	-1 989
Total de la dette non échue	442 247	440 643	-1 604
Total de la dette portant intérêt	583 666	580 803	-2 863
Total du passif	624 680	611 104	-13 576
Actif			
Encaisse et débiteurs	14 796	6 142	-8 654
Comptes d'opérations de change	52 119	52 010	-109
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 387	16 217	-170
Total de l'actif	83 302	74 369	-8 933
Déficit accumulé (dette publique nette)	541 378	536 735	-4 643

¹ Selon un solde budgétaire de 6 milliards de dollars en 2001-2002.

Étant donné un excédent budgétaire de 4,6 milliards de dollars, des besoins nets de 12,1 milliards au titre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 0,1 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets pour la période d'avril à juillet 2002 se sont élevés à 7,4 milliards, comparativement à des ressources nettes de 0,9 milliard pour la même période en 2001-2002.

Baisse de 1,6 milliard de dollars des emprunts nets pour la période d'avril à juillet 2002

Pour financer ces besoins financiers nets, le gouvernement a réduit de 9,0 milliards ses encaisses, ce qui lui a aussi permis de baisser de 1,6 milliard l'encours de la dette contractée sur les marchés à la fin de juillet 2002. Le niveau des encaisses varie au fil des mois en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

